



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 03 octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[PLF 2023 : le Président Tebboune instruit de sursoir au débat pour un Conseil des ministres spécial la semaine prochaine](#)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a instruit de sursoir au débat du projet de Loi de finances (PLF) 2023 et sa programmation pour un Conseil des ministres spécial, la semaine prochaine.



[Le square Port Saïd et la réalité de la dépréciation de la devise : Le marché parallèle étouffe le dinar](#)

Le marché du square Port Saïd ne fonctionne pas à l'aveuglette, bien au contraire...

Le marché de change fait l'objet de «spéculation» par la majorité des Algériens qui sont partagés entre des explications tantôt rationnelles, tantôt fantasmagoriques. L'appréciation récente du dinar algérien face à l'euro et au dollar américain a suscité des lectures et des appréciations contradictoires. Cette donne a amené les individus intéressés à vérifier la véracité de cette appréciation du dinar face à d'autres devises.



[Un Conseil des ministres spécial lui sera consacré : La loi de finances reportée à dimanche prochain](#)

Le Président Tebboune a instruit le gouvernement de faciliter l'importation de matériel agricole et ses pièces détachées. Le président de la République a réuni, hier, le Conseil des ministres. Au menu de la réunion, le volumineux dossier de la loi de finances 2023 n'a pas fait l'objet de l'étude par le Conseil. Le débat sur le texte a été reporté, sur décision du chef de l'État, à la semaine prochaine. Un Conseil des ministres spécial lui sera consacré. La réunion a néanmoins abordé plusieurs questions d'intérêt national, à l'image de l'avant-projet de loi portant sur la réglementation relative aux mouvements des capitaux.



[Il passe son grand oral, aujourd'hui, devant les députés : Benabderrahmane au charbon](#)

L'exercice permettra une meilleure visibilité au Plan d'action du gouvernement. L'Assemblée populaire nationale est au rendez-vous, aujourd'hui, avec la Déclaration de politique générale du gouvernement, qui sera lue par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane. Un événement phare, en ce dernier trimestre de l'année 2022, au demeurant, très épié et largement commenté par les milieux savants et les autres observateurs de la scène politique nationale.



[Renouveau économique : actionner les leviers de croissance](#)

Au titre de la relance et du renouveau économiques, les principales mesures prises ont consisté en le renforcement des leviers de croissance, le développement des secteurs stratégiques porteurs de croissance, la valorisation de la production nationale, le développement des infrastructures d'appui, le renforcement de l'économie de la connaissance et l'accélération de la transition numérique.



[L'OPEP+ envisagerait une réduction de production de plus d'un million de barils](#)

Le groupe de producteurs de pétrole OPEP+ envisagerait de réduire sa production de plus d'un million de barils par jour lors de sa réunion à Vienne mercredi, rapporte ce dimanche Bloomberg.



[Déclaration de politique générale du gouvernement, Le Premier ministre lundi à l'APN : Le bilan de l'Exécutif sous la loupe du parlement](#)

La Déclaration comporte cinq chapitres relatifs au bilan d'action du gouvernement durant la période allant de septembre 2021 à août 2022, à savoir : «Consolidation de l'État de droit et rénovation de la gouvernance», «Pour une relance et un renouveau économiques», «Pour un développement humain et une politique sociale renforcée», «Pour une politique étrangère dynamique» et «Renforcement de la sécurité et de la défense nationales».



[Autosuffisance](#)

Quand et comment parvenir à réaliser la sécurité alimentaire ? C'est l'une des priorités de l'Algérie nouvelle en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire et éviter les pénuries. Des moyens conséquents sont mis en place et l'urgence est d'approvisionner le marché, notamment en produits stratégiques comme le lait, les viandes et les céréales.



[Booster l'économie nationale et améliorer la vie quotidienne des citoyens Plusieurs secteurs dans le viseur du Président Tebboune](#)

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finance 2023, au texte de loi relatif à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes, et à des exposés relatifs à plusieurs secteurs.



Ce que montre le bilan du gouvernement : Clignotants au vert, des chantiers à la traîne

Nouvelle loi sur les hydrocarbures, tous les textes d'application ne sont pas finalisés : 36 textes sur 39 finalisés dont 3 pas encore. Concernant la nouvelle loi sur les hydrocarbures, le gouvernement reconnaît que tous les textes ne sont pas finalisés : 36 sur 39. Ce qui est fort étonnant quand on sait que la nouvelle loi sur les hydrocarbures a été promulguée vers la fin 2019.



CPA: Inauguration d'une nouvelle agence à Beni Saf

Le Crédit Populaire d'Algérie s'est doté d'un nouveau siège à Beni Saf (AïnTémouchent), dont la cérémonie d'inauguration a été supervisée par le Directeur général du même établissement bancaire, Ali Kadri.



Pouvoir d'achat, relance, réformes : Benabderrahmane attendu demain à l'Assemblée

C'est demain, jour de rentrée parlementaire, que le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, doit présenter la Déclaration de politique générale de son gouvernement. La présentation et les débats doivent être finalisés le même jour, selon un communiqué diffusé par l'Assemblée. La Déclaration de politique générale doit s'axer autour de deux thèmes principaux et qui, il faut le dire, représentent les deux défis auxquels est confronté l'Exécutif, à savoir le pouvoir d'achat et la relance de l'économie.

Le président Tebboune sur les infractions à la loi sur le change et mouvement des capitaux : “Ce ne sont pas des délits, mais un crime”

Le président de la République a différé l'examen de l'avant-projet de loi de Finances pour 2023 au prochain Conseil des ministres. Il a renvoyé, en outre, en deuxième lecture l'avant-projet de loi sur la répression des infractions à la législation sur le change et le mouvement des capitaux vers et de l'étranger.



الرئيس تبون: المساس بالاقتصاد الوطني جريمة

أكد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أن “المساس بالاقتصاد الوطني، ليس جنحة، وإنما جريمة، لا تسامح فيها، وأن مخالفة قوانين الصرف وحركة رؤوس الأموال، جريمة تضر بمصلحة الوطن، وتقتضي تسليط أقصى العقوبات.”



المساس بالاقتصاد الوطني "جريمة"

شدّد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، مساء اليوم الأحد، على أن المساس بالاقتصاد الوطني، ليس جنحة، وإنما جريمة، لا تسامح فيها.



حصيلة الجهاز التنفيذي أمام البرلمان هذا الاثنين: الحكومة مرفوعة الرأس بالإنجازات في كل المجالات

سيقدم الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، هذا الاثنين أمام نواب المجلس الشعبي الوطني بيان السياسة العامة للحكومة، الذي يتضمن حصيلة الإنجازات المحققة في مختلف المجالات، خاصة السياسية والأمنية والاقتصادية والاجتماعية، والتي تعتبر تجسيدا للإصلاحات التي أقرها رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون.

LE CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE À AÏN TÉMOUCHENT

Inauguration d'une nouvelle agence à Beni Saf

LE CRÉDIT populaire d'Algérie (CPA) s'est renforcé, hier, d'une nouvelle agence à Beni Saf dans la wilaya de Aïn Témouchent, dont la cérémonie d'inauguration a été présidée par le Directeur général de cet établissement financier, Ali Kadiri.

M. Kadiri a indiqué que l'inauguration de cette nouvelle agence qui dispose d'un service de la finance islamique, entre dans le cadre du renforcement en termes de qualité (performance) des prestations de la banque dans cette région. Une banque qui offre différents moyens devant contribuer d'une manière particulière aux efforts de développement des services financiers consacrant cette banque comme partenaire confirmé à même d'apporter un soutien aux investisseurs notamment dans le domaine du tourisme. Le même responsable a rappelé que « les potentialités dont dispose Beni Saf sont multiples, car considérée comme zone touristique

par excellence et point d'attraction touristique avec, à la clef, plusieurs projets dans ce créneau, outre celui de la pêche ».

« L'ouverture du siège de la nouvelle agence de Beni Saf réaffirme la volonté et la détermination du

Crédit populaire d'Algérie pour qu'il soit à la hauteur des attentes de ses clients », a encore déclaré le même responsable, faisant savoir que ce siège permet d'offrir les meilleures conditions d'accueil des clients et de pouvoir bénéficier de produits financiers concurrentiels et variés tels que proposés par la banque.

La nouvelle agence du CPA à Beni Saf disposant d'un sous-sol et deux autres étages est conçue avec une touche architecturale moderne et fonctionne suivant les nouveaux standards, selon les explications fournies sur place.

R. R

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Le rapport de l'ONS présente des variations élevées

Au mois d'août 2022, et par rapport au mois précédent, l'Indice général des prix à la consommation, au niveau national, observe une évolution de +0,8%. Les prix des biens alimentaires augmentent de 1,2%. La ville d'Alger enregistre une hausse de 1,9%, soit une variation plus élevée que celle observée au même mois de l'année écoulée (+1,4%) en août 2021 par rapport à juillet 2021.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - C'est ce que révèle le dernier rapport de l'Office national des statistiques (ONS), qui indique que l'indice national des prix à la consommation est établi sur la base d'observations des prix effectuée auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays. Cet indice permet essentiellement de disposer d'indicateurs d'évolution des prix de détail sur l'ensemble du territoire national, permettant ainsi une analyse comparative de l'évolution des prix, explique le rapport de l'ONS.

Cette tendance haussière qui intervient après une baisse relevée le mois écoulé (-0,8%) est induite essentiellement par l'augmentation des prix des biens ali-

mentaires (+3,5%), indique le rapport qui explique que les prix des produits agricoles frais affichent une variation importante de +7,4%. «Des augmentations tangibles caractérisent certains produits, notamment la viande de poulet (+14,9%), les fruits (+26,8%) et la viande rouge (+4,4%), ce qui explique, notamment, une hausse considérable de 23,5% de la viande rouge, par rapport au même mois de l'année précédente», selon les statistiques de l'ONS.

Les prix des biens alimentaires industriels accusent une légère baisse de 0,1%. Les prix des produits manufacturés inscrivent une hausse de 0,4%. Les services enregistrent une variation de +0,5%. L'indice des prix à la consommation enregistre, pour

le mois d'août 2022, une hausse de près de 1,3% par rapport au mois précédent. Au mois d'août 2022 et par rapport au même mois de l'année 2021, la croissance des prix à la consommation est de 9,8%. Le rythme d'inflation annuel (septembre 2021 à août 2022/septembre 2020 à août 2021) est de +9,5%.

En effet, en dehors des poissons qui se distinguent par une diminution de prix de 2 4,7%, le reste enregistre des hausses, et les plus importantes concernent la viande de poulet (+14,9%), les fruits (+26,8%) et la viande rouge (+4,4%). Les prix des produits alimentaires industriels affichent une faible baisse de 0,1%. En août 2022 et par rapport à août 2021, la croissance des prix des biens alimentaires est de 14,6%. Les produits agricoles frais inscrivent une augmentation de 15,7% avec +23,9% pour la viande et les abats de mouton et +55,9% pour les œufs.

Par ailleurs, les produits alimentaires industriels observent une hausse de 13,4%. L'indice des prix des produits manufacturés accuse une variation de

+0,4% en août 2022 par rapport au mois de juillet. Les services connaissent un accroissement de 0,5%. En août 2022 et par rapport au même mois de l'année précédente, le niveau moyen des prix des produits manufacturés et celui des services évolue respectivement de +7,0% et de +3,7%.

L'indice des prix à la consommation (IPC) est expliqué par la Banque mondiale par le taux d'inflation qui reflète le changement subi par les prix payés par le consommateur moyen pendant une période donnée lors de ses achats de biens et services. Et que le calcul des biens et services sur lequel se basent les statistiques change avec le temps et aux changements des habitudes de consommation. Quant à la croissance de l'indice des prix à la consommation, sans croissance des revenus, elle conduit à une diminution du pouvoir d'achat, et, inversement, une diminution de l'IPC ou son maintien, alors que les revenus sont à la hausse, conduit à une augmentation du pouvoir d'achat des ménages.

A. B.

LOI DE FINANCES 2023

Conseil des ministres spécial la semaine prochaine

Initialement prévu pour hier dimanche, l'examen de la loi de finances 2023 a été reporté à la semaine prochaine. Il lui sera consacré une réunion spéciale. La décision a été prise hier en Conseil des ministres consacré aux secteurs des finances, de l'enseignement supérieur, de l'agriculture et des transports. Le président de la République a demandé au cours du conseil la révision de la législation des changes et des mouvements des capitaux, considérant que toute atteinte à l'économie nationale était un crime nécessitant de lourdes peines.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas d'examen hier du projet de loi de finances 2023. C'est la semaine prochaine que le texte fera l'objet d'un Conseil des ministres spécial. Celui d'hier a permis de passer en revue plusieurs secteurs dont celui des finances, plus précisément la législation des changes et des mouvements des capitaux. Des orientations ont été données pour sa révision avec l'intention de durcir les peines à l'encontre des contrevenants.

Le chef de l'État a considéré que les atteintes à l'économie nationale n'étaient pas de simples délits, mais plutôt des crimes qui imposent des peines plus sévères à l'encontre de tout contrevenant. Tebboune a appelé à la vigilance pour



préserver par «tous les moyens, l'argent du peuple de toute forme de corruption». Pour le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le président de la République a salué les efforts entrepris pour orienter les études supérieures et la formation vers le domaine des sciences et des technologies, appelant à faire augmenter le pourcentage d'orientation vers les filières scientifiques, avec davantage de spécialisations dans les domaines des sciences et des mathématiques, avec la nécessité de réformer en profondeur le système d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et de moderniser les œuvres universitaires.

Il est également question d'accorder à l'université un rôle de premier rang en tant

que locomotive de l'économie nationale, grâce à une plus grande flexibilité pour lui permettre d'accéder à l'économie de la connaissance et de contribuer à créer de la richesse, en consacrant la concurrence et la liberté d'innovation et la créativité. Les écoles supérieures bénéficieront dans ce cadre d'une plus grande attention avec des dispositifs basés sur l'adoption des années préparatoires, avant la spécialisation.

En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, il a été décidé d'autoriser l'importation de matériel agricole de toute nature, et de ses pièces détachées, aussi bien par les particuliers que par les entreprises. L'importation des tracteurs agricoles de moins de cinq ans sera également possible jusqu'à ce qu'un équilibre

soit atteint entre la production nationale de tracteurs et ceux importés. C'est pour une nouvelle vision moderne du secteur qu'a plaidé le président de la République à travers la formation et la réhabilitation de la ressource humaine, mais également grâce aux nouvelles techniques de construction d'entrepôts, le renforcement du contrôle sur les forages non autorisés et enfin l'encouragement de la création de start-up et de microentreprises.

Le secteur des transports a également été passé en revue avec des orientations données pour la modernisation du système de gestion portuaire, sur toute la côte, dans le but d'augmenter la capacité des différents types de navires. Il est question de créer une autorité portuaire «dans les plus brefs délais», pour assurer une meilleure gestion, tout en mettant en place un régime spécial de protection sociale au profit des professionnels de la pêche en autorisant la création de coopératives.

Enfin, pour le secteur des travaux publics, le projet d'extraction d'eau pour fournir de l'eau potable aux habitants de Béchar, El Kenadssa et Abadja, à partir de Beni-Ounif, a obtenu une approbation à condition d'approfondir les études.

Le chef de l'État a donné des instructions afin que les textes de lois soient en adéquation avec les changements économiques, tout en veillant à modifier ceux qui constituent un frein à l'économie nationale.

N. I.

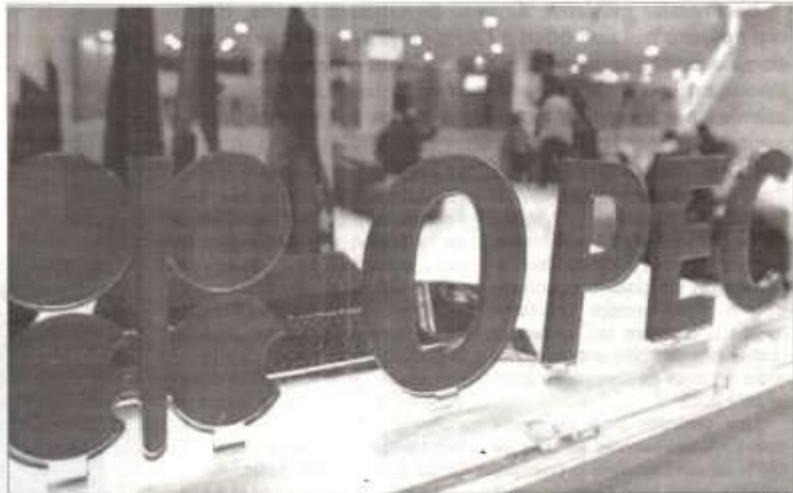
MARCHÉ PÉTROLIER

Vers une décision forte de l'Opep+

L'été a été très rude pour les pays producteurs de pétrole qui ont vu les prix des deux barils de référence flancher jusqu'à 80 dollars, atteignant un seuil jamais vu depuis janvier dernier, alors qu'en mars le baril de Brent était cédé à plus de 139 dollars. C'est simple, depuis deux ans et demi, soit au tout début de la pandémie, c'est la première fois que le pétrole enregistre un repli sur un trimestre. Une situation qui interpelle l'Opep et ses alliés, lesquels pourraient prendre des décisions drastiques lors de leur rencontre mensuelle, mercredi prochain.

Si depuis la fin juin, la courbe des prix des deux barils de référence s'est renversée pour engranger les pertes, la tendance au recul des cours du Brent et du WTI a pris de plus grandes proportions depuis la dernière réunion de l'Opep+ en septembre, le prix se situant autour de 80 dollars. Une courte parenthèse a été ouverte durant la très volatile semaine dernière, lorsque les prix ont réalisé leur premier gain hebdomadaire en 5 semaines, soutenus par la possibilité que le groupe Opep+ accepte de réduire la production de brut lors de sa réunion du 5 octobre. Comme pour entretenir l'incertitude dans laquelle évolue le marché depuis les premiers jours de l'été, il faut dire que la petite remontée de la semaine dernière a été soutenue par l'idée qui s'est mise à se répandre quant à la possibilité que l'Opep et ses alliés se remettent à réduire les quotas de production lors de leur réunion du 5 octobre.

C'est une réunion qui, selon tous les observateurs et analystes, risque de donner lieu à un nouveau tournant, comme ne l'apprécieraient sans doute pas les grands pays consommateurs. En effet, l'hypothèse que les 23 membres de l'Opep+ décident de couper de leur production au moins 500 000 barils/jour n'en a pas fini de prendre de la consistance. Des spécialistes vont jusqu'à



pronostiquer que les 23 de l'alliance pourraient aller à un million de barils/jour. En effet, depuis le début de la semaine dernière, il se dit que la Russie est susceptible de proposer que l'Opep+ réduise sa production de pétrole d'environ 1 million de barils par jour lors de sa prochaine réunion, rendez-vous marqué donc par un fort contexte de chute des prix et de mois de forte volatilité du marché qui ont incité un autre grand producteur de l'Opep+, l'Arabie saoudite, à déclarer que le groupe pourrait réduire sa production.

Un contexte marqué par une chute brutale des prix qui, pourtant, n'a pas empêché des analystes de prédire une embellie pour les cours des deux barils de référence d'ici la fin de l'année. Ainsi, la banque UBS, dans une note datant du milieu de la semaine dernière, a déclaré que l'annonce par l'Opep+ d'une réduction de la production de pétrole brut, lors de la prochaine réunion, stopperait la baisse des cours mondiaux du brut et, au contraire, l'absence de toute initiative de l'alliance Opep+, dans la période à venir, entraînera une baisse significative des cours du pétrole brut. Quoi qu'il en soit, toutes les conditions semblent remplies pour que les 23 de l'Opep+ abaissent de façon considérable

leur production en novembre pour réduire l'offre qui a atteint des sommets en septembre, selon la toute dernière enquête de Reuters, publiée vendredi, qui annonce que «l'Opep a relevé sa production de pétrole brut de septembre au plus haut niveau depuis 2020» «mais n'a pas atteint son quota de septembre». Durant le mois en question, l'enquête a révélé que les 10 membres participants du pacte de production de l'Opep ont été sous leur objectif de 1,32 million de b/pj, une amélioration par rapport à leur déficit de 1,4 million de barils/jour en août. «La production de l'Opep pour septembre est tombée en dessous de son quota spécifié pour le mois, bien que l'augmentation mensuelle de la production ait été supérieure à la hausse promise de 64 000 b/pj» explique l'agence britannique qui fait état d'une production, en septembre, de l'Opep ayant atteint 29,81 millions de b/pj, soit une augmentation de 210 000 b/pj par rapport à août. Un élan dans la production qui sera donc, selon toute vraisemblance, coupé en novembre avec la décision de l'Opep+ de couper entre 500 000 et 1 million de barils par jour pour s'approcher le plus possible de l'équilibre du marché.

Azedine Maktour

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT À L'APN

Le grand oral de Benabderramane

● Face aux députés, le Premier ministre aura à défendre le bilan du programme du gouvernement et à convaincre de la justesse de la stratégie globale du développement national.

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderramane, présentera aujourd'hui devant l'Assemblée populaire nationale (APN), la Déclaration de politique générale du gouvernement qui met en avant les réalisations des différents secteurs concrétisés dans le cadre des réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune. La présentation de la Déclaration intervient conformément aux dispositions de l'article 111 de la Constitution, qui stipulent que le Premier ministre doit présenter annuellement à l'Assemblée populaire nationale une déclaration de politique générale. Ainsi, la Déclaration comporte cinq chapitres relatifs au bilan d'action du gouvernement durant la période allant de septembre 2021 à août 2022, à savoir : «Consolidation de l'État de droit et rénovation de la gouvernance», «Pour une relance et un renouveau économiques», «Pour un développement humain et une politique sociale renforcés», «Pour une politique étrangère dynamique» et «Renforcement de la sécurité et de la défense nationales». Pour ce qui est de la consolidation de l'État de droit et de la rénovation de la gouvernance, le gouvernement s'est attaché à parachever le processus d'édification institutionnelle prévu par la Constitution, avec la mise en place des institutions de contrôle et des organes consultatifs, à l'instar de la Cour constitutionnelle, la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte



Aïmene Benabderramane face aux députés aujourd'hui dans l'hémicycle de l'APN

contre la corruption, l'Observatoire national de la société civile, le Conseil supérieur de la jeunesse et l'Académie algérienne des sciences et des technologies. Le gouvernement s'est attaché, également, à moderniser la justice, renforcer son indépendance et améliorer la qualité du service, ainsi qu'à moderniser et améliorer la performance de l'administration publique en vue d'assurer un service public performant et de qualité. L'Armée nationale populaire (ANP) a été également évoquée dans le document du gouvernement. «Dans le cadre de ses nobles missions constitutionnelles et à la lumière des directives

et des orientations du président de la République et s'inscrivant dans le contexte géopolitique régional et international, l'ANP s'attèle, sans cesse, à déployer tous les moyens humains et matériels et à réunir toutes les conditions pour le développement et le renforcement des capacités du système national de défenses», a souligné la Déclaration. Le haut commandement de l'ANP «n'a ménagé aucun effort pour remplir ses obligations dans le domaine de la sécurité et de la défense nationales, notamment en matière de sécurisation des frontières et de préservation de l'intégrité territoriale, par la consoli-

date des dispositifs de surveillance et de protection déployés tout le long des frontières terrestres et des espaces maritimes et aériens de souveraineté», a relevé également le document. En ce qui concerne la diplomatie, l'Algérie a adopté une politique étrangère «dynamique et proactive», en suivant son intervention sur la défense des intérêts de la Nation, la contribution à la sécurité et à la stabilité régionales, le renforcement des liens avec l'Afrique et le monde arabe, le développement du partenariat et le renforcement de la paix dans le monde et le redéploiement de la diplomatie économique, est-il précisé dans cette Déclaration. Au titre de la relance et du renouveau économiques, le gouvernement a œuvré à la reprise de l'activité économique après «une baisse significative enregistrée en 2020 du fait de la pandémie de la Covid-19». Les principales mesures ont porté sur le renforcement des leviers de croissance, le développement des secteurs stratégiques, le développement de la production nationale, la valorisation de la production nationale, le développement des infrastructures d'appui, le renforcement de l'économie de la connaissance et l'accélération de la transition numérique. En termes d'indicateurs, le document cite les exportations hors hydrocarbures qui ont connu une augmentation de 87% en passant de 2,09 milliard de dollars (milliards USD) à fin juillet 2021 à 3,91 milliards USD à fin juillet 2022. Concernant le volet relatif au renforcement de

capital humain et l'amélioration de la protection sociale, le document a cité les principales mesures prises en vue de renforcer les secteurs de la santé, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, d'améliorer le cadre de vie du citoyen et de consolider la politique sociale à l'effet d'assurer plus d'efficacité et d'équité. Dans ce chapitre, le gouvernement a qualifié la politique sociale menée d'«efficace» et «équitable», ayant porté sur une consolidation du pouvoir d'achat du citoyen, une amélioration de la prise en charge des populations vulnérables et la préservation et la consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite, ainsi qu'une amélioration de l'accès au logement décent. À ce titre, il a été relevé la révision de la grille indiciaire des salaires, le réaménagement du harème de l'impôt sur le revenu global (IRG), ainsi que l'institution de l'allocation chômage. Quant au secteur de santé, il a fait état du renforcement de la couverture sanitaire, des structures de soins et l'amélioration de l'approvisionnement des établissements de santé en médicaments et dispositifs médicaux. Plus de trois cents députés se sont inscrits pour prendre la parole. Seront-ils à la hauteur des débats attendus par l'opinion publique nationale ? Le Premier ministre sera-t-il amené à répondre à certaines critiques des députés par rapport à son bilan ?

R.N.

المعارضة لا تستبعد محاولة سحب الثقة من الحكومة

مشاورات لإسقاط وزراء

لأجل ضمان استقرار الحكومات ومنع اللجوء المتكرر لسحب الثقة منها، فرض المشرع الجزائري قواعد تجعل من نجاح تقديم ملتمس الرقابة مهمة شبه مستحيلة، وخلال عقود من التعددية لم تبلغ محاولات سحب الثقة الحواجز الأولى، في غياب النصاب القانوني والخوف من تبعات هذه الخطوة التي قد تؤدي إلى حل البرلمان كله. لكن هذه الموانع لا تطرح مشكلة للكتلة المعارضة الرئيسية في المجلس الشعبي الوطني، حركة مجتمع السلم، التي لا تستبعد تقديم ملتمس رقابة وفق مصادر من المجموعة البرلمانية للحزب.



حمس تخطط لإسقاط وزراء في حكومة بن عبد الرحمن

ف. جمال

● قال رئيس المجموعة أحمد صادوق، في اتصال مع "الخبر"، إن الكتلة تجري مشاورات بخصوص إمكانية تفعيل آلية ملتمس الرقابة على الحكومة من أجل إسقاط وزراء أصبحوا عالية ووجب تغييرهم، موضعا: "وقفنا على حشو واضح في بيان السياسية العامة لإظهار أن إنجازات تحققنا، زيادة على وعود لأشياء أخرى سننجز في المستقبل... في فشل واضح لقطاعات حكومية وأن العديد من الوعود المقدمة لم تتجز".

وقسفت "الخبر" في المجلس الشعبي الوطني على عملية كوسي و"جس نبض وحشد تأييد" يقودها نواب من الحركة لاستقطاب زملاء لهم من مجموعات نيابية أخرى من ممثلي أحزاب الموالاة والمستقبليين لأجل إنجاح المسمى.

ويلعب أصحاب المبادرة التي يراد لها أن تكون فوق الأحزاب على ورقة الغضب من أداء الجهاز التنفيذي، وتصرفات أعضاء في الحكومة تجاههم، خصوصا عدم التجاوب مع مساعيهم للتدخل في قضايا تتعلق بالتنمية المحلية. كما يدرجون المسمى ضمن توجه السلطات لبناء برلمان قوي شريك في منظومة القرار.

ومن الناحية العملية، يحتاج قبول المبادرة إلى اجتياز العديد من القيود الدستورية والقانونية، تتضمن شرط توفر نصاب من التوقيعات يقدر بسبع أعضاء

والسياسي، فيما فوت أصحابها العمل بالصلاحيات التي منحها الدستور للمعارضة لتنظيم جلسة شهرية لمناقشة جدول أعمال تقدمه مجموعة أو مجموعات برلمانية من المعارضة.

وأشارت هذه المصادر إلى أنه رغم تعطيل تطبيق المادة 116 من الدستور (أحيل تطبيقها على النظام الداخلي لغرفتي البرلمان)، فإن المجلس لم يشهد محاولة لدفع السلطات للتعبيل بوضع الإطار القانوني لها قيد التطبيق، وأن من بين عشرات الحقوق الممنوحة للمعارضة لم تسجل إلا محاولة واحدة لإخطار المحكمة الدستورية بخصوص قانون واحد ذي طبيعة تقنية.

ف. ج.

المجلس، غالبيتهم الساحقة من حركة حمس التي هيمن التصويت بالاعتراض على سلوكها خلال عمليات التصويت في العام الأول من عمل المجلس الشعبي الوطني. ومن ذلك الحين لم تتغير الخريطة بشكل ثوري، فما زالت التوازنات التي أفرزتها الانتخابات التشريعية قائمة في المجلس الشعبي الوطني.

الموالاة تقلل من خطوة ملتمس الرقابة

وقلت مصادر من قوى الموالاة من أهمية خطوة طرح ملتمس رقابة، مشيرين إلى أن مبادرة كتلة حمس سواء أتحدقت أم لم تتحقق ليست إلا لسببلا ممارسة الاستعراض الإعلامي

المجلس لطرح الطلب للتصويت، حسب المادة 162 من الدستور، بشكل يجعل بمرجة جلسة للتصويت على سحب الثقة من الحكومة، وتحقيق ما عجزت عنه المعارضة النيابية في عهديات سابقة، معجزة.

ومن الناحية العددية، تمتلك كتلة حمس المعارضة 65 عضوا، أي النصاب القانوني لإيداع الطلب، لكن التحدي الذي تواجهه يكمن في استقطاب 270 صوت الضرورية لاعتماد اللائحة. وخلال عملية التصويت على مخطط عمل الحكومة، صوت 318 لصالح المشروع الحكومي، مقابل اعتراض 65 عضوا من أصل 407 عضو في

أرجا مناقشة مشروع قانون المالية 2023 إلى اجتماع لاحق .. الرئيس تبون :

المساس بالاقتصاد الوطني جريمة لا تسامح معها

- الحفاظ على أموال الشعب وحمايتها من كل أشكال الفساد ■ الترخيص باستيراد المعدات الفلاحية وقطع الغيار للخوادم
- تعزيز الدراسات العليا والتكوين في العلوم والتكنولوجيا ■ منح الجامعة الدور الريادي كقاطرة للاقتصاد الوطني
- رقابة مشددة على حفر الآبار لحماية المياه الجوفية ■ شركات ناشئة ومصغرة لمعصرات الزيت والحبوب الزيتية
- عصرنة منظومة تسيير الموانئ واستحداث سلطة مينائية ■ نظام خاص للحماية الاجتماعية لمهنيي الصيد البحري
- مشروع لتزويد ساكنة بشار القنادسة والعبادلة بمياه الشرب

توعد رئيس الجمهورية القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني السيد عبد المجيد تبون أمس، بعدم التسامح مع كل من تسول له نفسه المساس بأموال الشعب أو الإضرار بالاقتصاد الوطني، مؤكدا على ضرورة مراجعة نصوص مشروع القانون المتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، بشكل يضمن السهر بكل الوسائل للحفاظ على أموال الشعب وحمايتها من كل أشكال الفساد، مؤكدا بأن المساس بالاقتصاد الوطني، ليس جنتحة، وإنما جريمة، تقتضي تسليط أقصى العقوبات.

محمد . ب



تسيير أحسن، وخدمات أفضل، ووجهه إلى وضع نظام خاص للحماية الاجتماعية لفائدة مهنيي الصيد البحري، في أقرب الأجل، يشمل تهيئة مساحات خاصة بهم، في الموانئ، والتكفل بهم، في تعاونيات.

أما بخصوص الأشغال العمومية والري والمنشآت القاعدية، أعطى رئيس الجمهورية الموافقة المبدئية، على مشروع استخراج المياه، لتزويد ساكنة ولاية بشار، القنادسة والعبادلة بالماء الشروب، انطلاقا من بني ونهف، شريطة تعميق الدراسة التقنية الفيزيائية والكيميائية، قبل مباشرة الأشغال. كما أسدى الرئيس تبون لأعضاء الحكومة توجيهات عامة، شملت أساسا، عقلنة التقنين في كل المجالات، مع مراعاة التحولات الاقتصادية، والتعاظمي معها بمنطقة اقتصادي محض، لمنع دفع أكبر لديناميكية التقدم، في مجالات الخدمات والاستثمار. وكذا العمل على تغيير القوانين التي تعرقل الوتيرة الاقتصادية التي تعرفها البلاد.

في الختام وافق مجلس الوزراء، على تعيينات وإنهاء مهام، في وظائف عليا في الدولة.

وتأهيل المورد البشري، واعتماد تقنيات جديدة في بناء مخازن المحاصيل الزراعية، من أجل تسريع عملية التشييد، خاصة في الولايات المعروفة، بإنتاجها الغزير.

كما أمر بتشديد الرقابة على الحفر غير المدروس للآبار، الذي يعرض المياه الجوفية الصالحة للشرب، إلى خطر الملوحة، بالموازاة مع شح الأمطار والتغيرات المناخية، وتغيير الإدارة التقليدية لتسيير الفلاحة، واستحداث شعب جديدة في كل الولايات، على غرار الشعب الموجودة وطنيا.

وحت على إنشاء الشركات الناشئة والمؤسسات الصغيرة، لمعصرات الزيت والحبوب الزيتية، حتى ولو كانت لتلبية حاجيات السوق المحلية.

وفي الشق المتعلق بملف النقل أمر الرئيس بتحديث منظومة تسيير الموانئ، عبر كل الساحل، بهدف توسيع استيعاب مختلف أنواع السفن، كما أمر الحكومة بالسبع، في أقرب الأجل، عن آليات ناجمة لاستحداث سلطة مينائية، مسؤول عنها محافظ أو والي، لتحديد المسؤوليات من أجل

والح رئيس الجمهورية على ضرورة منح الجامعة الدور الريادي، كقاطرة للاقتصاد الوطني، من خلال مرونة إضافية لولوج اقتصاد المعرفة، ومواكبة التحولات الاقتصادية، عبر العالم، لتساهم الجامعة في خلق الثروة وتكريس المنافسة وحرية الابتكار والإبداع.

كما شدد الرئيس تبون كذلك على إيلاء أهمية كبرى للمدارس الجامعية العليا، بخلق آليات تكوين ناجحة، واعتماد نظام السنوات التحضيرية، قبل التخصص، بهدف رفع مستوى النوعية العلمية للطلبة المتخرجين.

في ملف الفلاحة، أمر رئيس الجمهورية الحكومة بالسماح باستيراد المعدات الفلاحية بكل أنواعها، وقطع غيارها، سواء بالنسبة للخوادم بشكل فردي، أو من قبل الشركات، مع استيراد الجوارز الفلاحية، الأقل من خمس سنوات، إلى غاية إحداث التوازن بين الإنتاج الوطني من الجوارز، وتلك المستوردة.

وشدد الرئيس على ضرورة إخراج الفلاحة من الطابع الاجتماعي، إلى الطابع العلمي، وفق نظرة عصرية، تشمل تكوين

رئيس الجمهورية بدأ سارما جدا في توجيهاته إلى الحكومة، خلال ترؤسه لاجتماع مجلس الوزراء، الذي خصص لقطاعات المالية، العدل، التعليم العالي، الفلاحة، النقل والأشغال العمومية.

وحسب ما جاء في بيان مجلس الوزراء، فقد استهل الاجتماع بعرض جدول الأعمال، قبل أن يمنح رئيس الجمهورية، الكلمة للوزير الأول، من أجل عرض نشاط الحكومة في الأسبوعين الماضيين، ليسدي حزمة من الأوامر والتعليمات والتوجيهات تصدرها قرار رئيس الجمهورية إرجاء مناقشة مشروع قانون المالية وبرمجته في مجلس وزاري خاص، الأسبوع المقبل.

غير بعيد عن مشروع قانون المالية، وفي ملف مشروع القانون المتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، شدد رئيس الجمهورية على مراجعة نصوص مشروع القانون وفق توجهات، تركز على ضرورة السهر، بكل الوسائل، للحفاظ على أموال الشعب وحمايتها من كل أشكال الفساد. مع التأكيد على أن المساس بالاقتصاد الوطني، ليس جنتحة، وإنما جريمة، لا تسامح فيها، وأن مخالفة قوانين الصرف وحركة رؤوس الأموال، هي أيضا، جريمة تضر بمصلحة الوطن، وتقتضي تسليط أقصى العقوبات.

أما في ملف قطاع التعليم العالي والبحث العلمي، الذي كان حاضرا في عرض لوزير القطاع، ثمن الرئيس توجيه الجزائر نحو تعزيز الدراسات العليا والتكوين، في مجال العلوم والتكنولوجيا، كما أمر بالعمل على الرفع أكثر من نسبة التوجيه، نحو التخصصات في مجال العلوم والرياضيات والتكنولوجيا، مع ضرورة إصلاح منظومة التعليم العالي والبحث العلمي بشكل عميق، وعصرنة الخدمات الجامعية.

يضمن الرقابة القبلية والبعديّة لتواب البرلمان بيان السياسة العامة.. آلية للشفافية والنزاهة في التسيير

الفترة الممتدة من سبتمبر 2021 إلى غاية شهر أوت الماضي، وهي فترة استثنائية لدواع سبق ذكرها أجبرت الحكومة على وضع سياستها القطاعية حيز التنفيذ، بما يسمح بتجسيد الأهداف التي تم تحديدها مسبقا، حسبما أفاد به البيان الموزع على خمسة فصول.

واستهل البيان عرضه بالفصل الأول الموسوم بعنوان «تعزيز دولة القانون وتجديد الحكومة»، إذ يبرز هذا الفصل جهود وأعمال الحكومة في سبيل استكمال بناء المسار المؤسساتي، مبرزا أهم الإجراءات التي اهتمت بـ «عصرنة العدالة وتعزيز استقلاليته وتحسين نوعية الخدمة المقدمة».

ولأن السنة وُصفت بأنها سنة اقتصادية بامتياز، تناول بيان السياسة العامة تعزيز دعائم النمو وتطوير القطاعات الإستراتيجية تحت عنوان «من أجل تنمية إنعاش الاقتصاد وتجديده»، حيث تطرق البيان لأهم التدابير المتخذة من طرف الحكومة طيلة السنة الماضية في سبيل ترميم الإنتاج الوطني في مختلف المجالات، وتعزيز اقتصاد المعرفة والتحول الرقمي».

وتناول أيضا تفصيلا لجهود الحكومة من أجل تحديث النظام المصرفي عبر المراجعة المقبلة لقانون النقد والصراف، وإصدار القانون المتعلق بالاستثمار».

كما عرّج البيان في فصله الثالث، الذي جاء تحت عنوان «من أجل تنمية بشرية وسياسة اجتماعية مدعومة»، على تعزيز الرصيد البشري وتحسين الحماية الاجتماعية، مذكرا بجهود الحكومة عبر «تسخير الموارد البشرية والوسائل المادية لتحسين الخدمات العمومية وتوسيع تغطيتها الإقليمية»، بالإضافة إلى الإجراءات المتخذة من أجل رفع وتدعيم القدرة الشرائية، وتعزيز أنظمة الضمان الاجتماعي والتقاعد، لاسيما من خلال إعادة ترميم الأجور ومعاشات التقاعد، وتأسيس منحة البطالة وغيرها من التدابير الرامية إلى استقرار الأسعار».

بيان السياسة العامة لم يغفل السياسة الخارجية التي ميزت السنة الماضية، مشيرا إلى العمل النشط والاستباقي، الذي عززت الجزائر من خلاله علاقاتها مع إفريقيا والعالم العربي، وطوّرت دبلوماسيتها الاقتصادية لوضعها في خدمة مخطط الإنعاش الاقتصادي، وأشار البيان إلى الإجراءات المتخذة في «عصرنة الأداة الدبلوماسية وتدعيم المورد البشري بها».

وختم البيان حصيلته بالإشادة بجهود الجيش الوطني الشعبي، إذ حمل الفصل الخامس والأخير عنوان «تعزيز الأمن والدفاع الوطنيين»، مبرزا جهود الجيش الوطني الشعبي الذي عمل، حسب البيان، أمام «طرف جهوي ودولي مضطرب على تأمين الحدود والحفاظ على السلامة الترابية ومكافحة الإرهاب والجريمة المنظمة، وتطوير الدفاع السيبراني وتطوير الصناعة العسكرية، إلى جانب تعزيز علاقات التعاون الثنائي والمتعدد الأطراف».

إيماننا منها بأن بيان السياسة العامة وسيلة إبلاغ مهمة من الحكومة لأعضاء البرلمان، واحتراما لالتزاماتها نحو الهيئة التشريعية وتطبيقا لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، تضع حكومة أيمن بن عبد الرحمان بين أيدي نواب المجلس الشعبي الوطني بيان السياسة العامة المكون من 62 صفحة، تؤكد من خلاله الحكومة تجسيد حق الرقابة القبلية للبرلمان لنيل ثقة الهيئة التشريعية قبل شروعها في عملها، بالإضافة إلى إحاطة النواب بما تم تطبيقه أثناء السنة الماضية الممتدة من سبتمبر 2021 إلى غاية أوت 2022، والذي يأتي على ضوء «طرف وطني ودولي معقد للغاية، على خلفية تبعات جائحة كوفيد-19 حسب ما نص عليه البيان».

محمد فرقاني

في جلسة عامة تخصص لتقديم بيان السياسة العامة للحكومة من قبل الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، سيستأنف المجلس الشعبي الوطني أشغاله، اليوم الاثنين، حيث يتم تقديم البيان بنفس طريقة عرض مخطط عمل الحكومة أول مرة، إذ يُشروع في مناقشة بيان الحكومة من قبل النواب عقب العرض، ليُفسح المجال بعدها للوزير الأول للإجابة على تساؤلات النواب حول مضمون 62 صفحة، حملت بالتفصيل الدقيق نشاط الحكومة وأداء إدارتها خلال العام الماضي، وملامح خطط عملها للسنة المقبلة.

عرض بيان السياسة العامة على نواب المجلس الشعبي الوطني، من الأليات الرقابية المهمة التي منحها الدستور للنواب المنتخبين من أجل الإطلاع أكثر على مضمون البيان، والإعراب عن موقفهم من واقع أداء الحكومة والإدارات التابعة لها في هذا المجال، وهي محطة يشهد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون على عدم التخلف عنها وترسيخها في ممارسات الهيئة التشريعية.

وعلى هذا الأساس، تكمن أهمية عرض بيان الحكومة، إذ يُشكل عرض ومناقشة بيان السياسة العامة فرصة للنواب من أجل الوقوف على مدى تنفيذ الحكومة للوعود التي قطعتها أثناء تشكيلها، وهو الأمر الذي يسمح للمساندين بتجديد الثقة فيها، وللمناوئين بنقدها.

ويرى مختصون بأن هذه العملية ستكون «هافرة حقيقية في العمليات التشريعية بناء على توصيات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون»، حيث يعتبر مراقبون بأن «عرض السياسة العامة على أعضاء المجلس الشعبي الوطني، تكريس حقيقي للشفافية والنزاهة كمبادئ رئيسية لبناء مؤسسات قوية تضمن مصلحة البلاد».

وتكمن أهمية البيان في عرضه المفصل لحصيلة نشاطات مختلف الهيئات خلال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES-CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger